

## Quoi qu'il en coûte ? Sur le prix de la vie

Jean-Marie Harribey

5 novembre 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/05/quoi-qu-il-en-coute>

Elle était attendue, la deuxième vague. Il était attendu, le langage guerrier du président. Elles étaient attendues, la cacophonie des membres du gouvernement et l'incohérence de leurs décisions. Ils étaient attendus, les économistes acrobates<sup>1</sup> pontifiant sur tout et le contraire de tout.

Tout est arrivé : de couvre-feu partiel sur le territoire en confinement partiel pour la population, pour partie sommée de travailler, pour l'autre bouclée à domicile, la France paie cash la lente dégradation du système de santé après plusieurs décennies d'austérité et de gestion mercantile des hôpitaux.

Ne sachant plus à quel saint du calendrier néolibéral se vouer, le gouvernement présente en cette Toussaint une quatrième loi de finances rectificative. Aux 100 milliards d'euros annoncés il y a deux mois pour soutenir et relancer l'économie, il ajoute 20 milliards supplémentaires. Pour qui, pour où, pour quand ? Ce ne sera pas pour faire accéder les jeunes de 18 à 25 ans au RSA, ce ne sera pas pour augmenter les minima sociaux. Ce sera pour prolonger la garantie des prêts par l'État, pour aider jusqu'à hauteur de 10 000 euros par mois les secteurs obligés de s'arrêter, et pour continuer de prendre en charge le chômage partiel. L'affolement au sommet est dû à la certitude que l'activité économique va encore chuter et que le rebond qu'on avait noté pendant le troisième trimestre et qui ne compensait pas totalement la chute des deux premiers sera sans doute annulé par la baisse qui se produira au quatrième trimestre. Le désastre social est donc au bout de l'année 2020. Ce qui n'empêche pas les néolibéraux de reprendre le refrain des dépenses publiques trop élevées, jusqu'à prôner le passage de l'âge de la retraite à 68 ans<sup>2</sup>.

On est donc revenu à la case départ : au mois de mars, la question sur laquelle prétendus experts et représentants officiels du patronat s'essayaient à la philosophie était : faut-il choisir entre la santé et l'économie ? Le premier confinement semblait avoir tranché en faveur de la santé puisque, par décision souveraine, l'économie avait été mise presque à moitié au point mort. Aujourd'hui, la question revient. Le président s'en est saisi et il a affirmé que l'économie ne pouvait s'arrêter. Donc, pour obliger les travailleurs à travailler, on les libère de la garde de leurs enfants en rouvrant les écoles, les collèges et les lycées. Pas les universités, non, parce que les étudiants peuvent se garder tout seuls.

Cela signifie que la question philosophique ci-dessus – la vie vaut-elle mieux que la croissance économique ? – qui aurait pu être discutée, sinon tranchée, avec des arguments relevant de l'ordre dont elle dépend, c'est-à-dire philosophiques, n'est vue que sous l'angle économique. Et il ne manquera jamais un expert pour *calculer* les avantages monétaires et les coûts de l'un ou l'autre choix. Au printemps dernier, j'avais, dans plusieurs textes de « La vie

---

<sup>1</sup> Jean-Marie Harribey, « Les acrobates économistes », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/05/06/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-51-viens-voir-les-acrobates-economistes>.

<sup>2</sup> Par exemple, Xavier Fontanet, « Trop coûteuse, la sphère publique et sociale plombe les industriels », *Les Échos*, 5 novembre 2020.

au ralenti »<sup>3</sup>, expliqué les méthodes utilisées par ceux des économistes qui se livrent à ces calculs abracadabrants, mais parfaitement en phase avec l'idéologie marchande. Et, l'économiste directeur de la recherche à la Banque Natixis, Patrick Artus, s'est penché à son tour sur ce problème. Un article du *Monde* nous apprend qu'il a calculé le « prix de la vie » et la « rentabilité de son coût »<sup>4</sup>. Comment s'y prend-il ?

Côté coût d'une vie sauvée, Patrick Artus démarre son calcul en prenant la baisse du PIB pendant un mois de confinement : à court terme (donc pendant ce mois), cela occasionne 5 points de PIB en moins ; sur le long terme, cette baisse est réduite de moitié : 2,5 points de PIB. Sur un PIB d'environ 2400 milliards par an, cela représente à court terme 120 milliards, estimés comme le coût d'avoir sauvé 20 000 vies pendant un mois, soit 6 millions d'euros pour chacune, ou bien 3 millions sur le long terme.

Pour calculer la « rentabilité d'une vie sauvée » selon les propres termes de l'auteur, il faut mettre en face de son coût l'avantage retiré du travailleur dont on a sauvé la vie. Cet avantage est estimé à hauteur du salaire moyen *reçu* par an : 22 000 euros ; en prorogeant ce salaire sur toute une vie, Patrick Artus arrive à une « valeur ajoutée par travailleur de l'ordre de 1 million d'euros ». Donc, si l'on comprend bien, entre 3 et 6 fois moins que ce qu'il coûte. « Ça fait très cher la vie » selon les propos de Patrick Artus rapportés par *Le Monde*. Les tours de passe-passe de ce raisonnement sont nombreux. Examinons-en quelques-uns.

Pourquoi avoir choisi la perte de PIB pour estimer le coût d'une vie sauvée plutôt que les dépenses engagées pour prodiguer les soins aux malades ? Ainsi, pourquoi avoir comptabilisé les « soins » apportés à l'économie comme des soins aux malades du Covid-19 : la baisse des cotisations sociales pour les entreprises, la prise en charge des salaires des travailleurs en chômage partiel, le soutien direct aux entreprises en difficulté, la garantie par l'État des prêts bancaires, etc. ? Des dépenses que le ministère de l'économie et des finances chiffre entre 1,3 et 1,4 milliard par mois de confinement, soit entre 45 et 90 fois moins que le chiffre à partir de la perte de PIB.

Pourquoi avoir estimé la « valeur ajoutée par travailleur » à la hauteur de son salaire ? Serait-on par hasard dans l'imaginaire capitaliste où le travailleur reçoit l'équivalent de ce qu'il a produit ? Sachant que la masse salariale occupe un peu moins des deux tiers de la valeur ajoutée, toute la plus-value disparaît dans les nimbes du capital. En majorant le coût d'une vie sauvée et en minorant ce qu'elle aurait pu produire, on exagère la perte de « rentabilité ».

Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans la réduction de l'ineestimable à une comparaison coûts/bénéfices monétaires<sup>5</sup>. C'est-à-dire qu'il est dans l'application généralisée de la théorie économique néoclassique à tous les éléments de la vie en société, de la même façon qu'elle est appliquée à l'environnement naturel pour mesurer la prétendue valeur économique de la nature ou la prétendue valeur que la nature ajoute.

En asseyant le prétendu choix entre la santé et l'économie sur cette démarche faussement scientifique, on croit que le contrat social est fondé sur l'échange marchand comme seul régulateur de la société, hors de toute institution et de valeur éthique. Et Patrick

---

<sup>3</sup> « Le prix de la vie », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/04/06/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-21> ; « Le prix de la vie n'a pas bougé », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/04/07/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-22> ; « Philosopher le réel ou le fantasmer ? », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/05/03/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-48-philosopher-le-reel-ou-le-fantasmer>.

<sup>4</sup> Claire Gatinois, « Au printemps dernier, chaque vie "sauvée" aurait coûté 6 millions d'euros », *Le Monde*, 29 octobre 2020. Je n'ai pas réussi à trouver l'étude qu'aurait effectuée Patrick Artus. Je suis donc obligé de réfléchir avec l'article du journal, bien imprécis sur certains points.

<sup>5</sup> Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'ineestimable, Fondements d'une critique socio-écologiste de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013 ; *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.

Artus regrette que l'on soit condamné à gouverner sans boussole si on ne se livre pas à ce type d'évaluation.

On devrait donc relire Jean-Jacques Rousseau qui, dans son *Discours sur les sciences et les arts*, disait :

*« Les anciens politiques parlaient sans cesse de mœurs et de vertu ; les nôtres ne parlent que de commerce et d'argent. L'un vous dira qu'un homme vaut en telle contrée la somme qu'on le vendrait à Alger ; un autre en suivant ce calcul trouvera des pays où un homme ne vaut rien, et d'autres où il vaudrait moins que rien. Ils évaluent les hommes comme des troupeaux de bétail. Selon eux, un homme ne vaut à l'État que la consommation qu'il y fait. »*<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur les sciences et les arts*, Paris, Flammarion, Le Monde de la philosophie, 2008, p. 28.